

Réponse Corsica Sole à la consultation publique du 11 décembre 2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarit

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Corsica Sole souscrit à l'objectif poursuivi par le régulateur de voir les projets ayant des demandes de raccordement aboutir à une mise en service. Néanmoins, nous considérons que l'enjeu réside moins dans le nombre de développeurs que dans la crédibilité et la maturité des projets ainsi que des capacités techniques et financières des développeurs.

Le recours à Cartostock a perdu sa fonction initiale d'aide à la décision. Le caractère sporadique des mises à jour est un vecteur d'incertitude et place les développeurs dans une position d'attente passive, suivie de phases de précipitation où ils sont forcés « d'agir avant de réfléchir ». En l'état, **l'accès au raccordement conditionne la naissance d'un projet, et non l'inverse.**

Quand bien même un projet serait préexistant à la mise à jour de Cartostock, ledit projet pourrait être remis en cause si la zone dans laquelle il se trouve est identifiée comme une zone à gabarit. La rareté et la valeur spéculative des zones éligibles créent une pression foncière qui fait augmenter artificiellement les coûts des terrains (x3 pour une promesse de bail signé avant le mois d'octobre et identifiée dans une zone à gabarit), et donc des projets et des services rendus. Nous avons pu constater sur plusieurs zones que la pression et le harcèlement de développeurs concurrents sur les autorités locales et les propriétaires de foncier déstabilisent nos projets, dont les concertations ont déjà été initiées avec les autorités publiques et dont *a minima* un compromis de vente est signé. Ce harcèlement constaté remet nécessairement en cause l'acceptabilité de nos projets.

En outre, la procédure de raccordement ne permet plus de s'assurer que « *les projets d'installation les plus avancés bénéficient (...) de la capacité d'accueil* », comme l'y invite la CRE dans sa délibération n°2019-274 du 12 décembre 2019 portant orientations sur (... la) procédure de demandes de raccordement au RPT. Nous souhaitons que soient institués des critères de recevabilité de la demande de raccordement tenant notamment à la fourniture d'une réelle preuve de maîtrise foncière (et non une simple attestation).

Nous déplorons l'instabilité des modalités de raccordement du stockage. Face à la confusion de ces derniers mois, **un cadre de raccordement apaisé doit être restauré.** Cela implique de substituer aux mesures de circonstance une vision de long terme, offrant aux développeurs la sérénité nécessaire pour mener à bien leurs projets industriels.

Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Corsica Sole comprend le souci du régulateur d'ajouter de nouveaux critères à celui de l'ordre d'arrivée dans la gestion des demandes de raccordement concurrentes.

Cependant, nous restons réservés sur le cadre proposé et redoutons des **effets de bord imprévisibles et des attitudes opportunistes de certains développeurs**. Le sentiment prédominant est qu'à la « **course de vitesse** », fondée sur le principe du premier arrivé, se superpose désormais une forme de « **loterie** » dans l'envoi des offres de raccordement.

Le développeur doit classer ses projets sans savoir lequel a le plus de chances d'aboutir. Ce mécanisme nécessiterait une **transparence totale de la part de RTE** sur la file d'attente et les modalités de gestion des dossiers dans les zones à gabarit. Sans une compréhension claire des règles de priorité, l'attribution des capacités risque d'apparaître opaque voire arbitraire. Il faudrait une échelle de classement objective entre les projets concurrents pour garantir que le plus avancé soit sélectionné.

Aussi, nous considérons que ces propositions ne permettent pas de régler sur le long terme les difficultés relatives à l'accès au raccordement des installations de stockage. Nous privilégions la mise en place d'un mécanisme de sélection permettant de garantir l'accès au raccordement à :

- un développeur ayant sa capacité financière (par exemple en fournissant une garantie financière) et technique à développer un projet, voire son expérience dans la réalisation de projets similaires ;
- un projet au regard de l'obtention (réelle) d'un foncier voire d'une autorisation d'urbanisme.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Corsica Sole comprend que la proposition de la CRE vise à encourager la diversité des acteurs sur la séquence en cours, suite à la publication de huit zones à « gabarit injection ». Néanmoins, nous ne comprenons pas en quoi cela garantit la réalisation des projets.

Vouloir distribuer équitablement les projets à tous les demandeurs risque en effet de nuire à la qualité des projets retenus, puisque « n'importe qui » pourrait obtenir un droit de raccordement, sans présager de sa fiabilité ou de sa capacité à mener à bien les projets. Cela inciterait certains acteurs à acquérir un droit au raccordement sans capacité réelle à construire, dans l'objectif purement financier de les revendre à des sociétés tierces.

Si l'objectif de cette mesure est de garantir le développement de la filière, il est plus pertinent de définir une vision d'ensemble, notamment un calendrier d'ouverture des zones à gabarit sur le moyen terme. Avec la publication d'objectifs chiffrés de flexibilité par batterie, nous pourrions suivre les évolutions du développement des projets sur le long terme et identifier les points de blocage en cas de sur- ou sous-développement de la filière.

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Corsica Sole n'est pas favorable à un critère basé sur des seuils de puissance, considérant que ce dernier est lié à la viabilité d'un projet. La puissance de raccordement demandée par un développeur est corrélée à la capacité d'amortissement des investissements (intégrant le raccordement).

Aussi, imposer ou limiter une puissance de raccordement de manière uniforme peut rendre un projet structurellement déficitaire si la puissance allouée ne permet pas de couvrir les coûts fixes d'infrastructure. Aussi, cette proposition reviendrait à définir un seuil de rentabilité des installations de stockage, ce qui ne relève pas de la compétence du GRT ou du régulateur.

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Corsica Sole considère que cette proposition soulève deux enjeux contradictoires :

- D'une part, **elle privilégie la sécurité juridique à la réactivité** : un délai d'une demi-journée permet au premier attributaire de finaliser sereinement les démarches d'entrée en file d'attente (signature et acomptes) et évince de fait toute mise en concurrence au moment de l'acceptation de la PTF. De ce point de vue, un délai d'une journée apporterait plus de sécurité juridique ;
- D'autre part, force est de constater que **l'essentiel deviendrait d'être classé premier**. En ne posant pas de critère permettant d'apprécier le caractère sérieux des projets, le cadre proposé par la CRE favorise l'ordre d'arrivée au détriment de la qualité des dossiers.

Cette procédure échoue cependant à prévenir le risque de projets « fantômes » susceptibles d'encombrer la file d'attente et de ne pas aboutir à une mise en service. Si un critère qualitatif est mis en œuvre dans la sélection des demandes de raccordement, il n'y a plus lieu de prévoir un séquençement des envois des offres de l'ordre de la demi-journée.

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

En lieu et place de cette proposition de la CRE dont on craint une mise en œuvre complexe sans connaître les conséquences réelles, Corsica Sole préconise une **méthode de sélection qualitative, selon des critères objectifs**.

Il est proposé d'instaurer des critères de recevabilité à la demande de raccordement, notamment :

- de conditionner **l'instruction de la PTF à une « réelle » preuve de maîtrise foncière** (une promesse de bail notariée ou une promesse de bail avec une preuve que le signataire soit propriétaire du bien). En effet, ce critère du foncier est apprécié aujourd'hui de manière bien trop large : une simple attestation sur l'honneur du porteur de projets suffit au même titre qu'une promesse de bail notariée.

- de prendre en compte **le caractère sérieux du développeur en imposant des critères sur son aptitude financière ou technique et son expérience**. Il peut être demandé non pas une avance à l'acceptation de raccordement mais plutôt une « garantie financière d'exécution », comme le versement de la part études de la PTF ou une garantie bancaire de ce montant.

Un classement pourrait être fait sur la base de ces critères permettant d'objectiver le stade d'avancement d'un projet. Les PTF se verraient transmises au développeur le plus avancé.

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?

En préambule, il est primordial d'assurer que les demandes de raccordement soient instruites selon des règles établies et préalablement connues, qui ne doivent pas changer en cours de procédure. Il est proposé de gérer ce round conformément à la procédure actuelle, en renforçant la preuve de la maîtrise foncière à l'acceptation de la PTF. Il convient de proscrire le recours à l'attestation sur l'honneur et privilégier les contrats signés avec le propriétaire du foncier.

Corsica Sole appelle à une réflexion globale sur le raccordement des installations de stockage prenant en compte les impératifs suivants :

- **Garantir la transparence de la procédure de raccordement** : la procédure de raccordement et les règles de classement doivent être publiées avant toute mise à jour de Cartostock ;
- **Communiquer en amont la date et l'heure de mise à jour de Cartostock** : une information claire et anticipée de la date et de l'heure de publication des zones doit être garantie par RTE ;
- **Instaurer des critères objectifs de recevabilité aux demandes de raccordement** : dès les prochaines demandes de raccordement, le critère de rapidité du dépôt ne doit plus être le facteur déterminant. Nous préconisons de retenir des **critères de recevabilité des demandes de raccordement permettant d'apprécier la maturité d'un projet** ;
- **Rendre transparentes les règles de définition et de remboursement des avances pour études** : il convient d'instaurer des règles claires et concertées de remboursement des frais d'étude (PTF). À ce jour, les conditions de remboursement des acomptes méritent d'être aménagées pour prendre en compte la spécificité des zones à gabarit sous Cartostock (comparable aux informations contenues dans une étude exploratoire). En outre, avec les offres avec gabarit, le montant de l'avance apparaît discutable dès lors que les études de réseaux sont mutualisées à la maille des zones retenues.
- **Définir la valorisation des installations raccordées sous gabarit** : si les gestionnaires de réseau définissent la « bonne localisation » du stockage, notamment dans les zones à fort potentiel solaire et de consommation, il convient de définir un marché de la gestion locale des congestions et de pérenniser le TURPE « contracyclique » afin de sécuriser les investissements.

En outre, l'**évolution de la procédure de raccordement** (logique du "premier prêt, premier servi", mise en œuvre des ORO avec gabarit) **génère une instabilité préjudiciable pour les projets déjà en cours de**

développement. L'orientation actuelle privilégie l'entrée de nouveaux acteurs au détriment de la concrétisation du « pipeline » existant.

En l'état, les premiers projets mis en service bénéficient des segments de revenus les plus rémunérateurs. À l'inverse, les projets ultérieurs font face à une saturation progressive des marchés de services système, ce qui dégrade naturellement leur viabilité économique. **Il est donc particulièrement préoccupant que les mesures envisagées tendent à favoriser de nouveaux entrants au détriment des projets pionniers**, pourtant plus avancés et participants sans contrainte à la sécurisation du réseau.